La France va financer un Institut supérieur de Police au Burundi

PANA, 17/02/2009Bujumbura, Burundi - Le gouvernement franÃ§ais va dÃ©bloquer une enveloppe de prÃ¨s d'un million d'euros pour financer la construction d'un Institut supÃ©rieur de police (ISP) au Burundi, a-t-on appris mardi de source diplomatique Ã Bujumbura, lors de la pose de la premiÃ¨re pierre de l'Ã©tablissement, sous la prÃ©sidence du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza en prÃ©sence de l'ambassadeur de France au Burundi, JoÃ«l Louvet.L'institut, qui sera dotÃ© d'une bibliothÃ¨que, d'un espace Internet et d'un centre omnisports sur une superficie de 4 hectares, sera Ã©rigÃ© Ã Mitakataka, une zone de la pÃ©riphÃ©rie nord-ouest de la capitale burundaise.
Le Burundi ne disposait jusque-lÃ que d'une simple Ecole nationale de Police (ENAPO) et le prÃ©sident Nkurunziza espÃ¨re un apport substantiel de l'ISP pour promouvoir une solide formation de nouveaux officiers de Police plus compÃ©tents et en nombre suffisant."Notre principal objectif est de crÃ©er une Police faite de professionnels, de gens intellectuellement et techniquement capables, respectueux de la loi et entiÃ¨rement gagnÃ©s Ã la cause de la population", a-t-il soulignÃ© en substance."Les criminels ne cessent aujourd'hui de raffiner leurs stratÃ©gies pour commettre des forfaits et la Police se doit d'Ãªtre imaginative pour contrecarrer ces plans avant que les fauteurs de troubles ne passent Ã l'action", a enchaÃ®nÃ© le prÃ©sident Nkurunziza.D'un autre cÃ´tÃ©, "la Police nationale doit se mettre au diapason des autres corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© de la rÃ©gion, surtout que nous sommes entrÃ©s dans la CommunautÃ© des pays de l'Afrique de l'Est (CEA) et mÃªme servir de modÃ¨le", a conclu le chef de l'Etat burundais.Pour sa part, l'ambassadeur de France a exprimÃ©, une "ferme conviction que le Burundi disposera sous peu de la plupart des instruments requis pour mieux faire face aux immenses dÃ©fis qui l'attendent encore dans le domaine de la sÃ©curitÃ©".Le diplomate franÃ§ais a citÃ©, entre autre, le dÃ©fi de l'organisation des secondes Ã©lections gÃ©nÃ©rales post-conflit de 2010 dans le calme et la sÃ©curitÃ©."Les Ã©lections sont, en effet, un moment essentiel de la vie dÃ©mocratique d'un pays et leur bon dÃ©roulement conditionne, ici comme ailleurs, la stabilitÃ© de la sociÃ©tÃ© tout entiÃ¨re", s'est-il laissÃ© convaincre, avant d'ajouter que la Police nationale du Burundi "aura, bien Ã©videmment, un rÃ´le essentiel Ã jouer durant la pÃ©riode Ã©lectorale et l'on attend dÃ©jÃ beaucoup d'elle".Un rÃ©cent sondage d'opinion du Centre d'alerte et de prÃ©vention des conflits (CENAP, ONG locale) fait ressortir que seulement 51% de la population burundaise disent avoir confiance dans la nouvelle Police nationale du Burundi (PNB) issue de la fusion entre les ex- combattants rebelles et gouvernementaux ayant pris une part active dans la dÃ©cennie Ã©coulÃ©e de guerre civile.L'autre moitiÃ© des citoyens burundais, n'ayant pas du tout confiance dans la PNB, lui reproche, entre autres manquements, sa brutalitÃ©, l'indiscipline et la dÃ©linquance facilitÃ©es par la difficultÃ© de leur identification, d'aprÃ¨s toujours le CENAP.Au sujet de l'identification des forces de l'ordre, un recensement est en cours depuis deux mois et les rÃ©sultats provisoires faisaient Ã©tat, mardi, d'un effectif de prÃ¨s de 17.000 femmes-hommes de la PNB aujourd'hui en activitÃ©.Des cartes de services et badges sont en commande et seront distribuÃ©s Ã chaque agent de l'ordre pour faciliter son identification sur la voie publique par la population intÃ©ressÃ©e, a fait savoir le responsable du recensement, le colonel HermenÃ©gilde Harimenshi.